

« Ces c ... qui nous gouvernent »

Claude Askolovitch rapporte ainsi les propos d'un « ami pneumologue ». Un éditorialiste de France Inter et d'Arte, on pouvait difficilement trouver mieux. Et donc, d'un coup, sans crier gare, le voilà qui laisse parler de nos gouvernants comme des « c ... ». Avec raison. Regardez :

- Mme Buzyn, alors ministre de la Santé, déclare fin janvier que le virus restera à Wuhan et qu'il n'y a aucune chance que nous en voyions jamais la couleur ;

- Jusqu'au 12 mars après-midi, Mr Blanquer assène qu'il n'y a aucune raison de fermer les écoles ; le soir même la fermeture générale est annoncée ;

- Mr Macron le 11 mars: « Nous ne renoncerons à rien, surtout pas à rire, à chanter, à penser, à aimer, surtout pas aux terrasses, aux salles de concert, au fêtes de soir d'été, surtout pas à la liberté ». Cependant dès le 12 il ferme les écoles, le 14 il laisse son premier ministre annoncer le confinement général, et le 16 il morigène la population qui continuait sur la lancée de l'exemple qu'il donnait.



Jan Matejko « Stańczyk » 1862

Quand on se remet sous les yeux ces ahurissements, on se dit que tous sont vraiment des c ...

À l'hôpital, dans les cabinets médicaux libéraux, en France en 2020, il y a pénurie de gel et de masques, alors que des fractions considérables de la population devraient y avoir accès. Comment y voir autre chose qu'une incompétence criminelle de gestion ? (Comme si on n'avait pas vu venir cette épidémie, de là, ils prétendent que le stock a été détruit sous Hollande...) et le mensonge du soi-disant respect des règles de l'OMS pour les voyageurs **au départ** de la France (en particulier ceux qui ont « apporté le virus dans leurs bagages » à La Réunion).

Non, les règles de l'OMS n'ont pas été appliquées ! Le Professeur Didier Raoult, éminent virologue marseillais, au look de post-soixante-huitard attardé, ce qui a sans doute nui à son discours auprès de ces c ..., nous dit qu'il faut dépister

l'ensemble de la population suspectée, et non pas seulement les hospitalisés et les cas graves : d'une part cela diminuera sensiblement le taux de mortalité réelle, et d'autre part cela permettra de cibler le confinement.

Comme en Corée du Sud. Où l'épidémie s'est arrêtée, où la majorité de la population est masquée, où la mortalité n'a pas dépassé 0,8 % des cas testés. Près de 4% actuellement en France. Pourquoi cet éminent spécialiste n'est-il pas écouté ? Que se passera-t-il quand les hospitaliers, démunis, contaminés, vont tomber comme des mouches ? Et toute la structure du soin menacer de s'effondrer ?

Avec les grandes catastrophes, il vaut mieux les avoir vues venir de loin. Avoir pris le risque de gueuler quand tout semblait aller bien, alors que le désastre grossissait dans l'ombre : l'armement permanent de la finance, donc des crises financières, y compris après celle de 2007 ; la destruction de l'école, de l'université et de la recherche (notamment sur les coronavirus) ; la démolition de l'Hôpital Public.

Le Royaume-Uni découvre la boulette de sa stratégie basée sur la construction d'une « immunité de groupe », soit, dans la perspective d'une épidémie récurrente, laisser délibérément infecter 50 à 60 % de sa population pour y distribuer largement la formation d'anticorps. Et accélérer la fin de l'épidémie. Or, on peut jouer « l'immunité de groupe » avec la grippe saisonnière, mais pas avec la peste. Où est le coronavirus ? Suffisamment là pour que joue la « propagation régulée », au lieu du confinement rigoureux, trop préjudiciable à l'économie libérale, mais qui finira par se solder en centaines de milliers de morts : 510 000 dans le cas britannique selon les estimations de l'Imperial College, et 500000 en France.

Voilà ce qu'est le conséquentialisme dans le trop utilitarisme anglo-saxon... Le Figaro nous apprend que la réponse du gouvernement français a été cette stratégie sacrificielle de « l'immunité de groupe » : certes, il y aura bien quelques morts, mais enfin c'est pour le salut futur de la collectivité. Vient le moment où, à Paris et à Londres, on s'aperçoit que quelques morts, ça va faire une montagne. D'où le confinement armé. On comprend, dans de telles conditions, que le gouvernement ait besoin de la « guerre » et d'« union nationale ».

Dans notre société de l'artifice, ce qui est dit compte peu, mais qui le dit beaucoup. Claude Askolovitch n'est pas France Inter. Mais si France Inter dit que tout va bien, c'est irrecevable. Ailleurs : CNews nous montre Philippe Poutou votant à Bordeaux, et le commentaire de rappeler que Philippe Poutou représente un parti dont le slogan a été « Nos vies valent plus que leurs profits ». Voilà, voilà. Ils étaient si drôles ces trostkystes avec leurs slogans. Et voilà qu'ils ont raison. À Libération, on ricanait à l'idée qu'on pouvait argumenter du krach boursier contre la réforme des retraites. Au Monde, la remise en cause du néolibéralisme ne vaut rien. Tous médias, métonymies du pouvoir.

On ne sait jamais jusqu'où l'épidémie doit progresser pour arracher à nos gouvernants un début de revirement, un commencement d'interrogation. Les morts du capitalisme néolibéral, entre amiante, scandales pharmaceutiques, accidents du travail, suicides France Télécom, épandages de pesticides, etc., étaient trop disséminés pour que la conscience commune les inscrive dans le même ensemble.

Mais ceux qui arrivent par wagons, on ne les planquera pas. On les planquera d'autant moins que les médecins disent l'effondrement du système hospitalier, et que la population les a entendus. De même qu'elle commence à comprendre qui a la responsabilité terrible de cet effondrement. L'heure de la reddition des comptes politiques se profile.

En réalité, une pandémie est LE test pour le néolibéralisme. Elle met à l'arrêt ce que le capitalisme demande de garder en mouvement. Elle rappelle qu'une société est collective : elle ne fonctionne pas sans construction collective, les services publics. La mise à mort du service public, poursuivie par tous les libéraux qui se sont succédé au pouvoir, portée à des degrés inouïs par la clique actuelle, n'est pas qu'une mise à mort institutionnelle.

En décembre, une banderole d'hospitaliers disait : « L'État compte les sous, nous, on va compter les morts ». Nous y sommes. Qui sait si bientôt on ne dira pas autre chose. En fait, tout ce pouvoir devrait endosser le désastre annoncé, reconnaître n'avoir rien compris. Il devrait se rétrograder au rang de serviteur intérimaire, pour annoncer qu'il se démettra sitôt la crise passée. Tout le monde a compris que ça n'est pas ce chemin que « ceux qui nous gouvernent » vont emprunter. Disons que, sur ce chemin, ils seront attendus.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
Inspiré de Frédéric Lordon, « Le Monde Diplomatique » du 19 mars 2020
<https://blog.mondediplo.net/les-connards-qui-nous-gouvernent>